

RENTREE POLITIQUE

# PAROLE AU PEUPLE

Le 4 octobre, 162 citoyens prendront place dans l'hémicycle du Conseil départemental de la Haute-Garonne pour la plénière de la première **Assemblée citoyenne** du département. L'aboutissement d'un long processus démocratique qui vise à rapprocher les citoyens de l'action publique.

PAR JEAN COUDERC

TEMPS DE LECTURE 5 MIN

18 - BOUDULEMAG.COM





Concertation REV Labège2 - credit © Alis Mirebeau CD31

## RENTRÉE POLITIQUE

Une agitation certaine règne dans le pavillon République de l'instance départementale en ce début d'après-midi de juillet. Les principaux lieutenants de Georges Méric ont tous répondu présent pour assister, à ses côtés, au tirage au sort de la première Assemblée citoyenne que le président du Conseil départemental 31 n'hésite pas à qualifier « *d'avancée démocratique majeure pour notre collectivité comme pour les habitants de notre territoire* ». Et une occasion d'aller plus loin dans le processus de démocratie participative, comme le rappelle Wulfran Despicht, directeur de la mission démocratie participative égalité femmes-hommes au sein du CD 31 depuis février dernier : « *Ici, quand on construit un collège ou une voie express vélo, il y a presque systématiquement des concertations avec les usagers et les riverains. Par ailleurs, l'agence territoriale départementale accompagne un certain nombre de petites communes dans leur volonté de faire du dialogue citoyen et de la démocratie participative. Il nous manquait un moyen de pouvoir le faire sur une vision départementale. Jusqu'à présent, la concertation était toujours*

*territorialisée.* »

Pour qu'elle soit la plus représentative possible, la collectivité a donc opté pour une assemblée à 162 membres volontaires, soit six par canton, tirés au sort après inscription sur une plateforme. L'objectif affiché ?

Faire remonter du terrain toutes les sensibilités parce que ce « *n'est pas en affrontant les points de vue mais plutôt en créant du consensus et de la parole collective que l'on pourra faire des préconisations de politiques publiques* ». Des préconisations que Georges Méric lui-même s'est engagé à traduire en mesures concrètes... à condition, qu'elles rentrent dans le champ de compétences de l'institution et qu'elles soient, bien sûr, pertinentes.

Présent cet après-midi-là, comme une bonne centaine de candidats à l'Assemblée citoyenne, Vincent, 44 ans, n'en est pas à son galop d'essai en matière de démocratie directe : « *Vu que les ateliers de co-construction se développent, j'essaie d'y participer, notamment à la Métropole ou à la Région. Car il y a des décisions importantes à prendre au niveau collectif, sur la mobilité ou la transition*

**« VU QUE GUEULER NE SERT À RIEN, POURQUOI NE PAS ESSAYER AUTRE CHOSE ? »**

Jean-Jacques Bernardini,  
60 ans, dit l'emmerdeur public



© Rémi BENOIT

écologique par exemple. Et le citoyen a son mot à dire. »

Ce cycliste engagé se veut néanmoins lucide : « On a bien vu les limites de l'exercice avec la convention citoyenne pour le climat. Si on veut arriver à une véritable participation, il faudrait que l'assemblée ne soit pas que consultative. Mais c'est déjà un premier pas. »

Tahar, la quarantaine, tiré au sort dans le canton de Léguevin, se réjouit de participer à une expérimentation à l'ampleur inédite en France : « C'est très important que la voix du peuple se fasse entendre. La plus-value de ce projet est qu'il fasse remonter les idées des citoyens et surtout qu'on soit entendu. » Wulfran Despicht souscrit à l'analyse : « Les 162 citoyens ont une compétence d'usage qui est fondamentale dans le dispositif de participation citoyenne. Dans une collectivité, il y a des compétences politiques, des compétences techniques qui permettent de bâtir des politiques publiques.

**Mais il faut toujours avoir à l'esprit que l'usager a son expertise du quotidien. Deux minutes de retard pour un transport en commun,**

techniquement, c'est juste deux fois 60 secondes. Mais pour l'usager, si ça lui fait rater sa correspondance, ça peut changer toute sa journée. »

Ravie d'avoir été tirée au sort dans le canton de Toulouse 4, Suzanne, étudiante en deuxième année de médecine qui a déjà joué le rôle d'assesseur lors des

législatives, approuve : « C'est super que les citoyens aient leur mot à dire parce que la vision des élus n'est pas forcément la vision de toute la population. En particulier des jeunes que j'ai envie de représenter. J'ai remarqué que dans mon canton il y avait beaucoup de personnes âgées qui avaient candidaté. »

.....>

## L'EXPÉRIENCE DUNKERQUOISE

Avant de poser ses valises sur le bord de la Garonne, Wulfran Despicht a animé pendant près de 10 ans une assemblée citoyenne dans l'agglomération de Dunkerque. De cette longue et riche expérience de démocratie directe, le directeur de la mission démocratie participative égalité femmes-hommes au sein du CD 31 retient que les collectifs d'habitants sont capables d'aborder tous les types de sujets, y compris les plus compliqués, « à condition d'avoir mené de vrais efforts de vulgarisation ». Il a également appris que l'expérience fonctionne lorsque « l'AC est capable d'ouvrir des portes sur des politiques opérationnelles afin que les politiques se l'approprient ». Dans la sous-préfecture du département du Nord, c'est sous l'impulsion des citoyens que les élus ont fini par voter une tarification progressive de l'eau. Avec une idée (en apparence) très simple : l'eau vitale n'a pas la même valeur que l'eau de confort. « Personne ne s'était posé la question avant. C'est vraiment l'expertise d'usage qui a parlé. C'est en mettant ensemble ces gens-là, qu'une nouvelle approche de l'intérêt général a émergé. »



→ Noémie, qui vient tout juste d'obtenir son bac et s'apprête à intégrer Science Po Lyon, se verrait bien, elle aussi, porte-parole de la jeunesse. Mais d'une jeunesse qui n'a pas baissé les bras : « *La politique est le moyen de résoudre beaucoup de problèmes. Le hic, c'est que ma génération est globalement pessimiste. Alors que moi, je me vis comme une optimiste active.* »

Jean-Jacques Bernardini, 60 ans, dit « l'emmerdeur public » depuis son passage remarqué dans les rangs des Gilets Jaunes, n'a pas abdicqué.

## « SI ON LAISSE FAIRE LA NATURE, LA LOI DU PLUS FORT S'IMPOSE, Y COMPRIS EN DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE »

Wulfran Despicht, directeur de la mission démocratie participative égalité femmes-hommes au sein du CD 31



© Aurelien FERREIRA - CD31

Il assume en revanche de voir son engagement prendre une autre forme : « *Je suis descendu dans la rue parce qu'il n'y avait pas d'autre moyen de se faire entendre. Mais vu que gueuler ne sert à rien, pourquoi ne pas essayer autre chose. Moi, je teste tout ! Et si ça pouvait s'arranger, je quitterais bien la rue.* »

Conscient de l'attente des tirés au sort, Wulfran Despicht n'ignore rien des obstacles qui se dressent face à lui. À commencer par la formation des futurs membres de l'assemblée citoyenne qui « *seront à l'image des habitants du département. Certains auront une idée relativement précise de ce que fait le Conseil départemental, d'autres très éloignée. L'objectif est que d'ici début octobre, tous aient le niveau minimum de compréhension du fonctionnement de l'institution si l'on ne veut pas se retrouver avec une Assemblée citoyenne à deux vitesses.* » Et encore, seule la moitié du chemin aura été réalisée. « *Parce que s'il y avait un petit groupe qui privatisait l'espace, on serait passé à côté de quelque chose. Cela n'aurait servi à rien d'avoir sélectionné 162 personnes s'ils sont 30 à réfléchir et à imposer leurs points de vue. Il faudra être très vigilant. Si on laisse faire la nature, la loi du plus fort s'impose, y compris en démocratie participative.* »

Mais s'il s'apprête à jouer le rôle d'animateur et d'aiguillon pour faire naître un collectif dans lequel chacun trouve sa place, pas question toutefois de dicter la ligne de conduite aux citoyens : « *On pourra mettre à leur disposition de la matière ou des dispositifs de vulgarisation pour les faire monter en compétences sur des questions qui peuvent être perçues comme techniques au départ. Mais c'est à*

*l'Assemblée citoyenne de faire ses propres choix. Nous ne voulons surtout pas que ce soit un dispositif descendant où le Conseil départemental demanderait aux citoyens de plancher sur les sujets qui lui sont chers. Le président Méric suggérera des thèmes sur lesquels il souhaite avoir leur avis mais ils auront aussi la capacité de s'auto-saisir sur des dossiers de leur choix.* »

Pour le directeur de la mission démocratie participative égalité femmes-hommes au sein du CD31, l'erreur serait de voir l'Assemblée citoyenne comme une instance de défiance par rapport à celle des élus : « *Les passerelles entre les deux seront indispensables. L'idée est vraiment d'apporter la parole du citoyen, l'expertise d'usage dans la constitution des politiques publiques. De la même manière que les élus dialoguent avec les services techniques du CD31, ils devront dialoguer en permanence avec l'AC qui contribuera à fabriquer les politiques publiques.* » Reste à savoir si ces derniers se plieront de bonne grâce à l'exercice. Wulfran Despicht n'en doute pas : « *C'est fondamentalement faux de dire que les gens se désintéressent de la chose publique. Il y a une vraie aspiration à participer. Et les élus ont compris que cette aspiration était irrépressible mais surtout qu'elle pouvait être utile à la construction des politiques publiques plus adaptées aux attentes des habitants.* » Et d'y voir même une manière de ramener les citoyens à plus de mansuétude : « *Construire une politique publique, cela prend du temps. L'Assemblée citoyenne peut faire toucher du doigt cette réalité-là. Il ne suffit pas d'avoir une bonne idée pour qu'elle se transforme le lendemain en politique publique.* » ■

### RÉPARTITION DES CSP DANS L'ASSEMBLÉE CITOYENNE (APRÈS TIRAGE AU SORT DES 162 MEMBRES LE 7 JUILLET 2022)



# A EUX DE JOUER

Le plus jeune a 18 ans, la plus expérimentée flirte avec les 70 printemps. Certains vivent en ville, d'autres à la campagne. Retraitée, étudiant, ingénieur, ouvrier, demandeuse d'emploi, ils incarnent, chacun à leur manière, la diversité de la Haute-Garonne. Et nous font part de leurs espoirs quelques jours avant d'intégrer l'assemblée citoyenne.

PHOTOS ORANE BENOIT



**Pierrette Audry**  
Vaudreuil

Née le 28 octobre 1953  
Retraitée  
Ancienne responsable  
administrative  
et financière

Pierrette est une sexagénaire dynamique. Jadis Parisienne, elle s'installe à Vaudreuil après un coup de cœur pour le département qu'elle découvre avec sa fille il y a 8 ans. Secrétaire dans l'association Emmaüs à Castelnaudary depuis juin, elle place la rencontre de l'autre au centre de sa vie. « *La spiritualité m'a permis un véritable travail sur moi-même. J'ai pris conscience de l'interdépendance des êtres humains* ». Certaine que « *ce que l'on fait aux autres, on le fait à soi-même* », Pierrette estime qu'elle a acquis un sens de la communauté et du service parfois absent chez certains politiciens. Si elle admet que c'est le hasard qui la mène vers l'Assemblée citoyenne, elle voit dans ce projet un moyen démocratique d'éducation à la politique. « *L'intelligence est collective. Quel que soit le niveau d'études* ». Déçue par les résultats des consultations citoyennes menées par Emmanuel Macron, elle espère que cette fois-ci, cela ne sera pas qu'un « *coup de com* ».

La politique et vous ?

*Je suis très méfiante, mais c'est la seule voie pour que ce monde évolue. Les partis politiques sont responsables de la méfiance des citoyens. J'ai rencontré de belles personnes... mais pas celles qu'on nous montre.*

Pourquoi avoir candidaté ?

*Un peu de curiosité, le désir de rencontrer l'autre, voir comment un groupe de 162 personnes s'organise et apprendre de nouvelles choses.*

La priorité pour vous ?

*Je ne veux pas perdre mon temps. Il y a trois idées importantes. La démocratie, l'éducation et l'écologie. L'écologie ne devrait même plus être citée comme une priorité, c'est la base de tout.*

## RENTREE POLITIQUE

Idrissa Savane a quitté sa Guinée natale à 16 ans pour rejoindre la France par la mer au péril de sa vie : « On a passé plus de 24 heures en Méditerranée avant d'être secourus par la marine espagnole » se souvient-il. Placé en famille d'accueil à Nevers puis à Saint-Gaudens, il a suivi des stages et des formations jusqu'à obtenir un CAP en maçonnerie. Il est aujourd'hui ouvrier dans une entreprise spécialisée dans la surélévation. Son histoire explique son désir d'aider les autres, en particulier les jeunes : « J'essaie de faire de mon mieux pour aider. J'ai par exemple donné mon numéro de téléphone pour être volontaire aux sapeurs-pompiers et au SAMU. » Aussi, lorsqu'il a entendu parler d'une Assemblée citoyenne ouverte à tous, il n'a pas hésité à s'inscrire. Un moyen supplémentaire de poursuivre son intégration.

La politique et vous ?

*Je découvre. Il faut du temps pour la comprendre.*

Pourquoi avoir candidaté ?

*Je veux représenter la jeunesse ? Je veux être utile aux autres. On m'a aidé, alors je veux aider à mon tour.*

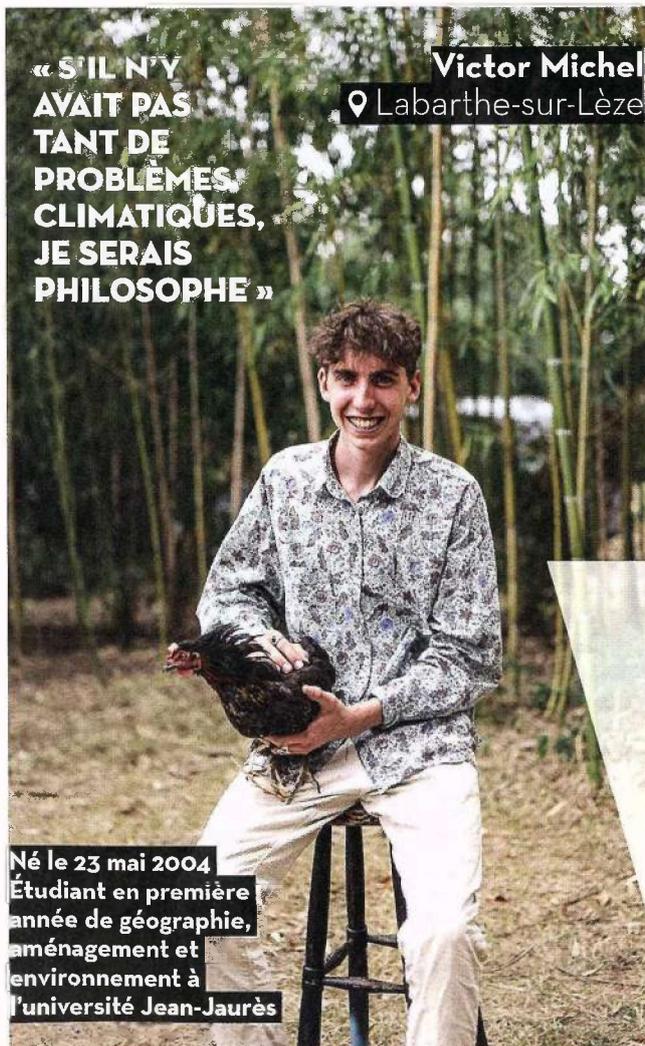
Votre priorité ?

*La jeunesse et l'immigration. Certains jeunes qui arrivent ici n'ont ni endroit où dormir, ni travail, ni papiers.*



**Idrissa Savane**  
Muret

Né en mars 2002 en Guinée  
Ouvrier



« S'IL N'Y  
AVAIT PAS  
TANT DE  
PROBLÈMES  
CLIMATIQUES,  
JE SERAIS  
PHILOSOPHE »

**Victor Michel**  
Labarthe-sur-Lèze

Né le 23 mai 2004  
Étudiant en première  
année de géographie,  
aménagement et  
environnement à  
l'université Jean-Jaurès

Victor vient d'avoir 18 ans. Son combat c'est l'écologie. Déjà au lycée, il a installé un cendrier-sondage pour encourager les fumeurs à ne pas jeter leur cigarette par terre : « Un mégot, rappelle-t-il, c'est 500 litres d'eau pollués ». Se qualifiant lui-même de « perché », il se sent en décalage avec les autres adolescents. Il s'est engagé dans une licence aménagement du territoire et environnement... par nécessité : « S'il n'y avait pas tant de problèmes climatiques, je serais philosophe » assure-t-il. Sur la liste de ses projets figure la création d'une entreprise de mix énergétique pour favoriser l'indépendance des ménages. Pour lui, l'Assemblée citoyenne est un premier pas pour faire entendre ses idées et en débattre. Chose amusante, son père, qui ne partage pas forcément ses points de vue, a lui aussi été tiré au sort et siègera dans l'assemblée citoyenne.

La politique et vous ?

*Maintenant que le lycée est derrière moi, je passe un deuxième cap avec le Conseil départemental. Si mes actions marchent, j'irai au niveau régional puis au national. Les problèmes d'aujourd'hui (covid, climat etc.) ne se gèrent bien qu'à grande échelle et dépassent les clivages politiques. On dit souvent que tout est politique. Mais sans écologie, sans planète il n'y a plus de politique. Tout est lié, finalement. Je créerai peut-être un jour mon propre parti politique. Je l'appellerai Gaïa-venir.*

Pourquoi avoir candidaté ?

*Les jeunes ne se sentent pas assez concernés par l'écologie. Ma voix peut avoir une importance parce que je suis le plus jeune.*

**B**aptiste Pelletier s'intéresse à la politique dès le collège, période au cours de laquelle il est élu au conseil municipal des jeunes. Après des études d'ingénieur, il s'installe à Toulouse, sa ville coup de cœur, pour ses deux dernières années de Doctorat à Supaero. Si l'ingénieur rêve d'explorer les étoiles, il travaille pour l'instant dans le domaine de la robotique sous-marine, observant les effets du réchauffement climatique sur les poissons et les coraux : « *J'ai besoin de faire un métier qui a du sens ! J'ai toujours aimé la nature, donc dès que je peux sensibiliser sur l'écologie, je le fais.* » C'est par hasard, en tombant sur un flyer dans la cour d'un musée toulousain, que Baptiste décide de participer au tirage au sort. Une démarche qui selon lui permet à « *des gens qui ne s'impliquent habituellement pas en politique de tenter leur chance.* » Curieux, il espère trouver dans cette assemblée « *une richesse et une diversité à la fois professionnelle et sociale.* »

La politique et vous ?

*Dans ma famille, on a toujours suivi la politique sans forcément s'investir. Moi, je trouve ça important et ça m'intéresse.*

Pourquoi avoir candidaté ?

*Pour rencontrer des gens que je ne côtoie pas dans mon quotidien et avoir un impact positif sur le département.*

Votre priorité ?

*L'écologie, surtout après cet été ! Et puis tous les sujets qui vont avec comme la justice sociale, la sobriété, les modes de vie alternatifs etc.*



**Baptiste Pelletier**  
Toulouse

Né le 29 juin 1997  
à Chalon-sur Saône  
Doctorant



**Renée Govaert**  
Fronton

Née le 25 janvier 1962 en Belgique  
Ingénieure en informatique

**Q**uand elle découvre l'appel à candidature pour l'Assemblée citoyenne sur des affiches dans la rue, Renée Govaert n'hésite pas à s'inscrire : « *En 2019, j'ai été impressionnée par la Convention citoyenne organisée par Macron, ça m'a donné envie !* ». Issue d'un milieu défavorisé, c'est en quittant sa Belgique natale, il y a 20 ans, pour rejoindre son mari qui travaille dans le domaine des énergies renouvelables, qu'elle s'intéresse à la politique. La question de l'énergie est souvent au cœur des discussions familiales, et aujourd'hui Renée souhaite en faire l'une de ses priorités. L'ingénieure en informatique en congé de fin de carrière, transmet son savoir-faire à la jeune génération à l'Institut de l'engagement et lors d'ateliers d'improvisation. Déterminée et enthousiaste, l'ancienne athlète d'aviron qui a participé aux J.O. de Barcelone en 1995, espère que les propositions seront suivies par des actes.

La politique et vous ?

*C'était loin de moi, puis, petit à petit, j'ai acquis une certaine culture politique. Aujourd'hui, je me sens concernée, j'ai des convictions et je suis prête à les défendre.*

Pourquoi avoir candidaté ?

*Pour faire partie d'un groupe qui fera remonter et défendra les idées de la population.*

Votre priorité ?

*L'énergie et tout ce qui est en lien avec le climat, car aujourd'hui, le changement climatique a un réel impact sur notre quotidien. La précarité et la jeunesse sont également deux sujets qui m'intéressent beaucoup.*

## RENTRÉE POLITIQUE

**Christille Bonnin**  
 📍 Martres-Tolosane



Née le 30 mars 1988 à Toulouse  
 En congé parental,  
 Diplômée sanitaire et social

## « MES PARENTS M'ONT DONNÉ LE GOÛT DE L'ACTION PUBLIQUE »

endroit, généralement les personnes âgées viennent vers moi. » Aujourd'hui en congé parental, elle a saisi l'opportunité d'intégrer l'Assemblée citoyenne « parce que la politique, ça compte encore ». Et que ses parents, « aux antipodes sur l'échiquier politique », lui ont donné le goût de l'action publique. Son souhait ? Que les préconisations de la future assemblée soient prises en considération par les élus.

La politique et vous ?

*J'ai toujours voté depuis que je suis en âge de le faire. J'estime que c'est un droit autant qu'un devoir. Surtout en tant que femme.*

Pourquoi avoir candidaté ?

*Pour faire entendre une autre voix sur des sujets aussi importants que la cohésion sociale, la jeunesse ou les personnes âgées.*

Votre priorité ?

*Même si j'ai des convictions fortes en matière de dépendance, la priorité est pour moi l'environnement. Il s'agit de l'avenir de nos enfants.*

RENTÉE POLITIQUE



© Orane BENOIT

# OUVRIR LES PORTES ET LES FENÊTRES

Vice-présidente du Conseil départemental de la Haute-Garonne en charge du Dialogue citoyen, de l'Égalité et des Jeunesses, **Sandrine Flouresses** fonde beaucoup d'espoir sur le projet d'assemblée citoyenne qu'elle coordonne.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN COUDERC

TEMPS DE LECTURE **5** MIN

## C'est l'un des projets phares de cette nouvelle mandature. Pourquoi cette assemblée citoyenne ?

Une des grandes orientations de notre mandat, c'est de valoriser la citoyenneté. Depuis 2015, on a énormément travaillé la question de la participation des citoyens. On a organisé, testé, éprouvé le dialogue citoyen sur de nombreuses thématiques et sous différentes formes comme les concertations, les ateliers ou les jurys. Sur la culture, par exemple, des projets ont vu le jour, décidés en totale autonomie par des citoyens qui ont défini leurs propres critères et financement sans que les élus n'interviennent. L'assemblée citoyenne s'inscrit dans le prolongement de ces actions.

## Quel bilan tirez-vous de ces premières expérimentations ?

Le bilan est très positif aussi bien quantitativement que qualitativement. Depuis 2015, il y a eu plus de 400 réunions, 20 000 participants. C'est énorme. Sur la carte scolaire, par exemple, où l'on a associé pour la première fois les parents d'élèves à la réflexion, on a eu des salles pleines. Et puis ces concertations ont abouti à des dispositifs très concrets.

## Pourquoi miser sur le dialogue citoyen ?

Le constat politique est implacable : d'élection en élection, l'abstention gagne du terrain, le lien avec le citoyen se délite et la défiance envers le politique augmente. Comment

faire pour intéresser les citoyens à tout ce que l'on fait ? Comment leur expliquer l'intérêt d'un engagement public ? C'est un axe majeur de notre réflexion.

## Comment en est-on arrivé là ?

Nous observons une individualisation des comportements. Partout, on constate que les gens s'intéressent d'abord à eux, à leur vécu. Dans les associations, on n'a plus des adhérents mais des consommateurs. Ils ne s'impliquent pas, ne viennent pas aux AG, n'essaient pas de comprendre ce qu'est le monde associatif. Cet individualisme généralisé signifie que l'on a perdu le sens du travail collectif, du commun, au fond, de ce qu'est un service public. Après, il y a

## RENTRÉE POLITIQUE

une explication plus inhérente à ce que nous sommes.

**C'est-à-dire ?**

On est victime de notre succès. On est tellement présent dans la vie des gens, depuis tant d'années, qu'ils ont fini par oublier qu'il n'y a rien d'automatique. Lorsqu'on avait encore la compétence des transports scolaires, la gratuité était de rigueur en Haute-Garonne. Les gens imaginaient que c'était normal. Or ce n'était pas le cas partout en France ! Les gens ne distinguent plus ce qui est de l'ordre de la volonté politique, et qui demain peut disparaître en cas de changement de majorité, et ce qui est réglementaire.

## « LONGTEMPS LES ÉLUS ONT PENSÉ QU'ILS N'AVAIENT PAS BESOIN D'ÉCOUTER. C'EST DÉPASSÉ »

### Intégrer des citoyens au processus pourrait-il avoir une portée pédagogique ?

Ce n'est en effet pas inintéressant que 162 citoyens aient un degré d'information beaucoup plus pointu sur la réalité de ce que l'on fait. Mais ce n'est pas le préalable. Notre volonté, c'est écouter des hommes et des femmes issus de tous les territoires avec des profils variés, et de voir se confronter des regards et des vies très différentes. Des jeunes exclus, des agriculteurs, des ouvriers, des CSP+, des hommes, des femmes, etc. Et s'ils sont aussi

nombreux, c'est justement pour avoir un maximum de diversité. Nous sommes le premier département à prendre le risque de faire travailler autant de personnes. Mais nous pensons que ce sera une richesse.

**Y-a-t-il une collectivité dont vous vous êtes inspirés ?**

On a fait un peu de comparaison territoriale et on a pioché un peu partout. L'Aveyron a par exemple fait le choix de coopter des gens qu'elle connaissait. On a opté pour une autre voie en allant chercher des paroles que l'on n'a pas l'habitude d'entendre, des paroles qui nous percutent, qui nous bousculent. C'est comme ça que l'on recréera un lien de confiance et que des citoyens qui ne se sentent pas autorisés à prendre part au débat public changeront d'avis. C'est ça retisser le lien.

**Pourquoi avoir opté pour le volontariat ?**

On a bien vu les lacunes lors de la Convention citoyenne pour le climat, avec des hommes et des femmes qui ne sont jamais venus, qui n'ont pas participé. Le mandat de deux ans à l'Assemblée citoyenne étant très court, on avait envie d'avoir des citoyens actifs et présents.

**Pourquoi un mandat de deux ans d'ailleurs ?**

Si l'on veut qu'ils puissent faire des propositions qui seront ensuite mises en œuvre, il faut prévoir un temps d'appropriation des compétences du CD31. L'innovation, ce n'est pas que mettre en place un organe consultatif. Pour que ce soit concluant, il faut qu'ils puissent voir le résultat de leur travail. L'objectif est d'ouvrir les portes et les fenêtres de notre institution.

**Comment ont réagi les élus à cette initiative ?**

C'est une révolution culturelle. Longtemps les élus ont pensé qu'ayant la légitimité, ils n'avaient pas besoin d'écouter. C'est dépassé. Le monde va vite et on a besoin de s'adapter en permanence. On est obligé de s'entourer de citoyens qui ont des niveaux d'expertise que l'on n'a pas. Et ce n'est pas grave de

le reconnaître. Au contraire. Être capable de dire : « Là, on ne sait pas » doit valoriser l'élu. Mais il est vrai qu'il faut faire preuve d'humilité pour dire que l'on va se nourrir de l'avis des autres.

**1500 candidats au total, c'est un bon score ?**

Dans une démocratie que l'on dit atone, éteinte, c'est incroyable ! 1500, en trois ou quatre mois, c'est énorme ! Je me souviens d'un monsieur à Saint-Gaudens arrivé avec une liste de revendications qui dépassait le cadre des compétences du CD31. Au fur et à mesure de la discussion, on lui a expliqué la démarche de l'Assemblée citoyenne à laquelle il a fini par adhérer. Et sa parole sera dorénavant prise en compte. C'est tout le sens de notre message : votre parole vaut de l'or.

**41 % des candidats ont moins de 44 ans, c'est plutôt encourageant, non ?**

On a tendance à dire que seuls les plus de 65 ans s'intéressent à la vie politique. Donc ce chiffre, il est frais, il fait du bien.

**L'objectif de cette assemblée citoyenne est-il plutôt d'apaiser le débat public ou de trouver des solutions à des débats épineux ?**

On n'attend pas de cette assemblée qu'elle nous aide à désamorcer les conflits, même si la connaissance de la collectivité, de ce qu'elle peut faire et ne pas faire, peut aider. Ce que j'attends le plus, ce sont des regards décalés, de l'innovation démocratique, dans les remarques, les analyses.

**Qu'est-ce qui vous permet d'être aussi optimiste ?**

162 personnes qui vont se percuter, avec des profils sociologiques, territoriaux, différents, ça va forcément donner quelque chose d'autre que ce que nous élus faisons à 54 avec notre administration.

**Les élus et les citoyens ont-ils vocation à se rencontrer ?**

Cela me semble salubre. Il y aura des échanges qui vont s'opérer pour comprendre qui fait quoi, qui est qui. En tant qu'élu, j'ai envie d'assister



© Rémi BENOIT

au débat, de voir ce qui va sortir de cette assemblée. Même si j'ai bien conscience que mon rôle sera de ne pas prendre la parole pour ne pas influencer cette liberté d'expression.

### **Que répondez-vous à ceux qui reprochent (déjà) à cette assemblée de ne pas aller assez loin ?**

Que l'on n'est pas à la convention citoyenne pour le climat d'Emmanuel Macron. Les gens, on ne va pas les laisser tomber en rase campagne après les avoir fait bosser pendant 18 mois. On va continuer à prendre en compte l'avis des Hauts-Garonnais pour bâtir nos politiques publiques. Comme lorsque nous avons consulté les parents d'élèves, les enseignants, les principaux d'établissements sur la carte scolaire. Leurs recommandations nous ont amené à modifier les hypothèses sur lesquelles on avait travaillé avec l'administration. Et c'est un travail titanesque de modifier des hypothèses !

### **Pourquoi ne pas avoir doté cette assemblée d'un budget ?**

Tout d'abord parce que la loi contraint à la délibération et au vote des élus. Ensuite parce les exemples que l'on a pu observer ailleurs, notamment dans le Gers, ont montré les limites de l'exercice. Et puis soyons clair, ce n'est pas parce que l'on va donner 2 ou 10 millions que cela va changer la face du monde. Ce n'est pas sérieux. Il faut travailler sur de grandes thématiques et toujours se renouveler, innover et avancer.

### **Qu'est-ce qui fait que cela pourrait ne pas marcher ?**

À notre échelle, on avance en marchant. La difficulté, c'est la double face de Janus, le nombre. Est-ce que l'on va réussir à fonctionner à 162 ?

### **N'existe-il pas un risque d'accentuer la défiance si les préconisations des citoyens ne sont pas suivies par les élus ?**

Cela peut être le cas si les règles de départ ne sont pas fixées ou bien respectées. Contrairement à la convention citoyenne où ils n'ont tenu compte d'aucune des 50 préconisations, ici on ne fait pas de promesses intenable. On n'est pas dans la démagogie. Et puis on a démontré, depuis 2015, que l'on était capable d'écouter, de prendre en compte et de réaliser ■